

Après le massacre de la place Tian'anmen, les troupes se déploient dans Beijing, à la recherche des chefs du mouvement démocratique. Le 9 juin 1989, le plus important dirigeant du pays, Deng Xiaoping, prononce en présence de neuf autres hauts responsables du gouvernement une allocution télévisée pendant laquelle il loue le rôle qu'a joué l'armée dans l'écrasement de la rébellion. Le 10 juin, le gouvernement annonce qu'il a arrêté plus de 400 membres du mouvement, dont les meneurs d'organisations étudiantes et ouvrières non autorisées. Les informations nationales présentent des images d'arrestation filmées dans toute la Chine. Le lendemain, un porte-parole gouvernemental annonce que Zhao Ziyang fera l'objet d'une enquête et sera éventuellement poursuivi en cour criminelle pour les actes qu'il a posés au cours des mois précédents. En outre, le gouvernement émet un mandat d'arrestation contre Fang Lizhi, le plus célèbre dissident chinois, et sa femme Li Shuxian, qui se sont réfugiés à l'ambassade des États-Unis de Beijing.

Le 13 juin, les autorités chinoises lancent une chasse à l'homme contre vingt et un dirigeants étudiants en diffusant leur photographie au réseau national de télévision dans le cadre de bulletins spéciaux. Le 20 juin, plus de 1 300 personnes sont déjà sous les verrous, dont les vingt et un dirigeants visés par l'avis de recherche national. Le 21 juin, les autorités chinoises exécutent publiquement trois hommes accusés d'avoir participé à une manifestation violente à Shanghai au début du mois. La radio de Beijing annonce que quarante-cinq autres personnes ont été condamnées à mort ou à une peine d'emprisonnement. Le 22 juin, on annonce que vingt-quatre exécutions ont eu lieu. Le 24 juin, Jiang Zemin, ancien maire de Shanghai, est nommé secrétaire général du parti. Le lendemain, le Parti communiste chinois exige publiquement une purge visant les membres du parti qui ont milité dans le mouvement pour la démocratie.

Immédiatement après les violents événements des 3 et 4 juin 1989, les chefs d'État du monde entier expriment leur chagrin et leur indignation devant les actes du gouvernement chinois. Outre les mesures de protestation d'ordre diplomatique et économique que ses membres ont adoptées, la Communauté européenne annonce le 28 juin 1989 qu'elle impose une série de représailles contre Beijing; celles-ci comprennent la suspension de la coopération militaire et des ventes d'armes, la suspension des contacts de haut niveau, le report de nouveaux projets de coopération et le prolongement des visas détenus par les étudiants chinois. Dans le cadre de leur XV<sup>e</sup> sommet économique annuel, à Paris, les chefs des sept pays les plus industrialisés publient le 14 juin 1989 une déclaration condamnant la "violente répression" du mouvement pour la démocratie "au nom des droits de la personne". Les signataires de la déclaration (l'Allemagne de l'Ouest, le Canada, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon) prennent note des sanctions diplomatiques et économiques déjà imposées par divers États et demandent à la Banque mondiale de reporter l'étude de tout nouveau prêt à la Chine. Toutefois, dans une conférence de presse donnée conjointement avec son homologue soviétique, l'ambassadeur américain aux Nations-Unies déclare que le Conseil de sécurité de l'ONU ne devrait pas se prononcer sur les actes posés les 3 et 4 juin 1989 par le gouvernement de Beijing.

#### *La position actuelle du Canada*

Le 4 juin 1989, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, convoque l'ambassadeur de Chine au Canada, Xhang Wenpu. On lit à ce dernier une